

DÉCLARATION DU BUREAU DE L'UD FO 49

à Angers, le 1er septembre 2026

Le taux de pauvreté et les inégalités ont atteint un niveau historique. Près de 10 millions de Français vivent avec **moins de 1 337 euros par mois** (chiffres INSEE). Le gouvernement l'a avoué lui-même quand il a reculé il y a quelques jours sur les franchises médicales : **l'inflation depuis 2005 est de 40 %**.*

Dans ce contexte, la rentrée est marquée par une **nouvelle hausse du prix des carburants** liée à la guerre au Moyen-Orient : le **prix moyen du gazole atteint 2,24 €**. On nous annonce un mois de **septembre « rouge »** en ce qui concerne la **hausse des prix des produits alimentaires**. Et les frappes américaines ont repris dimanche 30 août sur l'Iran !

Mais tout ne va pas mal pour tout le monde : les banques et les assureurs européens vont verser un record de **228 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2026** (dividendes et rachats d'actions), une hausse de 13 % sur un an !

C'est dans cette situation qu'un cran a été franchi cet été. Le système D, les couvertures de survie aux fenêtres, le ventilateur de la maison, les brumisateurs de fortune... : l'État n'a pas assuré ses missions vitales ! **Les salariés, les usagers du service public, ont été mis en danger, la population abandonnée.**

La canicule a fait au moins 7 300 morts selon un bilan provisoire, avec un bond de **91% au mois de juin des décès dans les logements**. La Direction du CHU d'Angers a dégainé le « Plan Blanc » deux fois en un mois, un fonctionnement devenu la norme par manque de moyens... Les conséquences du recul des capacités hospitalières c'est par exemple la remontée de la mortalité infantile, des décès qui pourraient être évités ...

Et puis, il y a eu **les incendies** : 93 000 hectares de forêts détruits, **plus de 220 000 personnes déplacées**, 88 pompiers blessés, 240 bâtiments partis en fumée... Manque de canadiens, manque d'effectifs, de matériels, d'équipements suffisants avec **des conséquences directes sur la santé des sapeurs-pompiers**, notamment avec les fumées toxiques et l'absence de détecteurs, au mépris de leurs vies et de leurs revendications ...

Dans les hôpitaux, dans les collectivités territoriales comme dans les SDIS et tous les services publics, les salariés sont confrontés au même manque de moyens et d'effectifs et à la même dégradation de leurs conditions de travail. Alors que dans le même temps **des milliards sont versés aux patrons (211 milliards d'aides publiques et d'exonérations) et des milliards mobilisés pour les dépenses militaires**. La comparaison avancée en Gironde par l'UD FO résume les contradictions : un nouveau porte-avions coûte environ 12 milliards d'euros, un Canadair seulement 50 millions.

Cette rentrée est également marquée par **les cyberattaques à la DGFIP ou à l'Éducation Nationale**. Le gouvernement a été incapable de donner aux services chargés de la cybersécurité les moyens permettant de protéger correctement les données dont l'État est responsable. Il prépare la guerre, mais ne protège pas ses propres systèmes informatiques ? Il veut parler de souveraineté, mais des données administratives concernant des millions de personnes sont potentiellement exposées ?

La désorganisation est complète pour la rentrée scolaire alors qu'il y a toujours moins de personnels. La jeunesse aussi est abandonnée. Des dizaines de classes ont fermé en Maine-et-Loire. Nationalement, 126 652 jeunes n'ont pas obtenu d'affectation dans Parcoursup et 37 000 ont quitté la plateforme, 119 000 jeunes n'ont pas obtenu de master, environ 20 000 jeunes de 15 ou 16 ans n'iront pas au lycée faute de place. Mais pour le gouvernement, la priorité de la rentrée, c'est d'instaurer une cérémonie militaire le 11 novembre pour « *permettre aux élèves de devenir des citoyens conscients de partager une destinée commune* »...

La Fédération FO de l'enseignement appelle à se mobiliser le 9 septembre devant le Ministère et les Rectorats pour trouver une solution pour chacun de ces jeunes et pour l'abrogation de Parcoursup.

Au moment où se prépare le Budget et la LFSS 2027 et où de nouvelles économies sont annoncées, l'Union Départementale considère qu'il y a nécessité d'agir et de mobiliser pour mettre un coup d'arrêt aux politiques d'austérité.

Le gouvernement, fragile, sous menace de censure, doit rendre sa copie le 30 septembre. Il nous ressort le « trou » de la Sécu créé par les exonérations patronales. Il essaie de passer un maximum de « sales coups » contre les salariés et dans l'intérêt des capitalistes avant les présidentielles : désindexation des pensions de retraite sur l'inflation, déremboursement de médicaments et de dispositifs médicaux, casse de la Sécu et transferts vers les complémentaires, chasse aux arrêts maladie, offensive contre la prise en charge des soins, contre les allocations, retraites par capitalisation ...

Combien de fois nous a-t-on expliqué qu'il fallait repousser l'âge de la retraite, fermer des lits, supprimer des postes ou réduire les dépenses publiques parce qu'il n'y aurait plus d'argent ?

Mais lorsqu'il s'agit des patrons et de réarmement, les milliards réapparaissent par magie ...

Alors, continuer comme ça - austérité, réarmement, destruction progressive des conquêtes sociales et préparation à la guerre - ou les arrêter ?

Les pompiers annoncent une mobilisation sur Paris et sur plusieurs jours les 26, 27, 28 septembre 2026, posant la question de l'action efficace et du blocage, le 29 septembre coïncidant avec la date d'appel à la journée d'action unitaire dans la Fonction Publique suite aux négociations salariales infructueuses de début juillet.

L'Union Départementale FO appelle les salariés du Maine-et-Loire à se réunir sur les lieux de travail et à discuter de l'action efficace pour rompre avec l'austérité meurtrière !

- ⇒ **Soutien à la mobilisation des sapeurs-pompiers !**
- ⇒ **Défense des services publics et de notre Sécurité sociale !**
- ⇒ **Augmentation générale des salaires !**
- ⇒ **Arrêt des bombardements au Moyen-Orient !**
Stop à la propagande militaire !

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES PARTOUT !

*** Franchises médicales :**

Le plafond par assuré était fixé à 100 € depuis 2005. Pour l'exécutif, qui a finalement renoncé à doubler à 200 euros ce plafond comme il le souhaitait en juillet, le nouveau plafond à 140 € correspond à une « simple prise en compte de l'inflation depuis 2005 »... Il avoue ainsi que l'inflation est bien supérieure au 33% de rattrapage de points d'indice depuis 2000 demandé par les fonctionnaires.